

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - janvier 2006 - n°86



Débat du mois :

**Compte rendu sommaire de la journée anniversaire
du 7 décembre 2005 consacrée à**



enda europe

« Images et trajectoire de l'Afrique »

Editorial

A QUESTIONS GEANTES... DESTIN AMBITIEUX !

« Des questions géantes pour un organisation de nains », c'est ainsi qu'Erik Orsenna a caractérisé l'ambition de la CADE, modeste association qui depuis dix ans rame à contre-courant des idées reçues et entretenues sur l'Afrique continent perdu voué à l'exclusion.

Or la journée du 7 décembre, marquée par l'implication et la qualité des intervenants ainsi que par la présence d'un public très nombreux et passionné, a montré que l'Afrique occupe toujours une place importante dans les esprits et les coeurs de nos concitoyens. Elle a également montré l'intérêt et l'utilité de l'espace de dialogue ouvert et non spécialisé créé par la CADE.

En attendant la publication des actes de la journée du 7 décembre, le résumé que vous trouverez dans cette Lettre vous donnera l'essentiel de ce qui s'est dit lors des quatre tables-rondes sur la confrontation de nos représentations de l'Afrique à la dynamique, ce que nous avons appelé « la trajectoire » de ce continent. Et s'il fallait résumer encore l'essentiel, je dirais ceci qui nous guidera dans la poursuite de notre travail.

La déconstruction de l'ethnie a été suffisamment efficace pour que son emploi paraisse

dorénavant impossible. L'histoire de ce terme qui a remplacé celui de tribu depuis les indépendances ainsi que l'usage qui en est fait aujourd'hui, montrent ses dangers, en particulier une fâcheuse propension à enfermer les identités culturelles et linguistiques sur elles-mêmes, alors qu'elles ont toujours été ouvertes et changeantes. De ce fait, les ethnies deviennent un obstacle à la construction des États-Nations au lieu de les enrichir de leur diversité.

Les images qui montrent une Afrique, tantôt criminelle, victime, exploitée ou suicidaire expriment la peur de l'Autre. Elles empêchent de voir et d'apprécier les mille et une réponses que l'Afrique a inventées pour résister, s'adapter aux gigantesques défis auxquels le continent est confronté, à commencer par la croissance démographique, la jeunesse de ses populations et l'explosion urbaine.

Le concept de développement utilisé depuis des décennies cache des intérêts très divers et ignore trop souvent, sous couvert de technicité, les aspirations des intéressés à définir eux-mêmes leurs priorités. Les apports et les appuis extérieurs ne devraient pas faire obstacle à ce qu'ils suivent leur propre chemin vers le développement.

suite page 12

COMPTE RENDU RESUME DE LA JOURNEE CONSACREE AU DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA CADE LE 7 DECEMBRE 2005

Avertissement : Nous ne reproduisons ci-dessous que des résumés des interventions et des débats. Une publication exhaustive sera proposée dans les mois qui viennent.

Séance d'ouverture

Allocution de bienvenue de Philippe Bastelica, Directeur des Relations Internationales de l'ENA

Philippe Bastelica souhaite la bienvenue à l'assemblée au nom de l'équipe de direction de l'ENA et en particulier de son Directeur, M. Antoine Durrleman, retenu à Strasbourg. La Cade est bien connue de l'ENA qui apprécie la qualité de ses travaux. La tenue des rencontres débats au 2 avenue de l'Observatoire a permis en effet une proximité qui a favorisé les contacts et les informations réciproques. Cette adresse restera, à partir de l'année prochaine, le seul site parisien de l'ENA qui accueillera sa Direction des Relations Internationales et une partie des services de la direction de la formation permanente et de la recherche. M. Bastelica souligne les relations nouées entre l'ENA et le continent africain en matière de coopération administrative, institutionnelle et de bonne gouvernance. Actuellement, les fonctionnaires africains représentent 25% des élèves étrangers des cycles longs et un peu plus de 50% des auditeurs des cycles internationaux spécialisés d'administration publique. Parmi les cinq dernières promotions sorties de l'ENA, l'une a choisi pour nom de baptême Nelson Mandela, et une autre celui de Léopold Sédar Senghor. De plus en plus de pays non francophones font appel à l'ENA. L'ENA restera très attentive aux travaux de la Cade et lui souhaite un très heureux anniversaire.

Allocution de Michel Levallois, président de la Cade

Il revenait à Michel Levallois, président de la CADE, de donner le sens de cet anniversaire. Il rappela la création de la CADE en 1996, avec l'appui de Jacques Bugnicourt et celui de l'ONG enda-tiers monde, afin de « réagir contre une certaine façon de voir l'Afrique, trop systématiquement pessimiste, souvent malveillante, en tous cas mal ou insuffisamment informée ». Constituée deux ans plus tard en association loi de 1901, elle se donnait une mission plus positive, plus précise, plus ambitieuse aussi : regarder ce qui change en Afrique subsaharienne, comprendre pourquoi et comment se produisent les changements, discerner les nouvelles formes du développement, qu'il s'agisse d'économie populaire, d'entreprises familiales, de micro crédit, d'initiatives citoyennes et associatives en faveur de la paix et de la démocratie, faire connaître les nouvelles formes de solidarité et les nouveaux acteurs du Nord et du Sud qui sont engagés sur ces chantiers. Elle entendait le faire dans le respect de deux principes : foi en l'Afrique, indépendance.

Dix ans après, éclairée par 86 rencontres débats, appuyée sur les membres passionnés d'un bureau qui se réunit tous les mardis, sur un réseau de quelques cinq cents abonnés à la *Lettre de la CADE*, dont deux cents payants, la CADE pense avoir apporté la preuve qu'il est possible de porter sur les peuples, les sociétés, et les États-

nations de l'Afrique un regard sans complaisance, mais dépouillé de toute nostalgie postcoloniale, de tout a priori idéologique, de tout pessimisme. Ses membres qui refusent de s'enfermer dans une vision passéiste ou pessimiste, voient l'Afrique au seuil de ce XXI^e siècle comme un gigantesque chantier et non comme un champ de ruines. Chantier économique, mais aussi politique et surtout chantier social, sociétal. Parce que de telles simplifications rendent encore plus problématiques nos relations avec les Africains, qu'ils soient ici dans nos banlieues, ou chez eux en Afrique, il ne suffit pas de réagir contre l'afropessimisme, cette maladie de la post colonie, il faut un nouvel « africanisme ».

« C'est pour dire cela haut et fort, dans l'espoir d'être plus entendus que nous ne l'avons été jusque-là, que nous avons voulu cette journée du X^e anniversaire de la CADE », a dit Michel Levallois. Tel est le sens de cette journée organisée avec Jean-Pierre Chrétien, Georges Courade, Philippe Hugon, Michel Levante afin de remettre sur le chantier les représentations les plus prégnantes et les plus néfastes de l'Afrique qui circulent aujourd'hui : les obsessions et les manipulations de l'ethnisme, la passivité et le désordre des sociétés, l'échec du développement et la marginalisation économique, la chaotique, voire l'impossible démocratisation.

Le président remercie le président Abdou Diouf, les Premier Ministre Pierre Messmer et Michel Rocard qui ont accepté de patronner cette journée

et d'y participer. Puis il lit le message que Cheikh Hamidou Kane immobilisé à Dakar par un ennui de santé, lui a adressé, message de regrets et d'hommage à la CADE « pour avoir suscité, animé et maintenu vivace à Paris un cénacle assurant une « présence africaine » devenue problématique dans l'esprit et les pratiques d'un nombre grandissant d'afrosophiques ». Enfin, il fait part des souhaits de fructueux anniversaire pour sa dixième année d'activité militante que le professeur Georges Balandier lui a adressé pour la CADE.

Il conclut en disant son espoir que cette journée accroîtra le nombre et l'ardeur, donc l'engagement intellectuel, moral et financier des membres et des amis de la CADE, et tout particulièrement celui de ses amis journalistes et qu'elle confortera le partenariat avec les étudiants de Paris I, Paris II et de Sciences Politiques de Paris pour le programme 2006 sur le thème de « la marche de l'Afrique vers la démocratie ».

Message du Président Abdou Diouf, Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, adressé à la Cade

lu par Christian Valantin, représentant le Président Abdou Diouf

« La Cade fête son dixième anniversaire en organisant une journée sur le thème « Images et trajectoire de l'Afrique ». J'aurais voulu être parmi vous ; je suis en ce moment à Niamey aux jeux de la Francophonie. Je vous souhaite un heureux anniversaire et vous encourage à poursuivre dans la voie que vous vous êtes librement choisie : réfléchir sur l'Afrique. En ces temps de mondialisation, on aurait tendance à oublier qu'elle est au sud de la France et de l'Europe et que l'Organisation Internationale de la Francophonie compte parmi ses membres 29 Etats d'Afrique. Ne sont-ils pas l'avenir de la Francophonie ? Les quatre tables rondes qui vont vous occuper pendant cette journée posent des questions vitales. Elles appellent certainement au renouvellement de la vision traditionnelle qu'on peut encore avoir de l'Afrique. La construction d'espaces économiques, et partant,

d'espaces politiques viables, ne peut-elle entraîner un dépassement des ethnies et des Etats nations ? L'Afrique est-elle un continent à la dérive ? Ne recèle-t-elle pas en elle des ressources morales et matérielles pour en finir avec les fléaux qui l'accablent ? N'est-elle pas capable de se gérer sur les plans politique, économique, social et culturel ? Comment l'Afrique peut-elle se révéler au monde sous son meilleur jour ? Telles sont les questions que m'inspire le contenu de vos tables rondes. Nul doute que vous y apporterez les réponses qui conviennent. Votre réflexion est importante par sa qualité, par son abondance, par sa diversité. Ce n'est pas étonnant. Ne vient-elle pas de personnes expertes et désintéressées habitées par leur attachement à l'Afrique ? Encore tous mes vœux ».

Abdou Diouf

Allocution de Henry de Cazotte (Agence Française de Développement)

L'AFD a apporté un soutien significatif à l'organisation de cette journée anniversaire et la Cade tient à l'en remercier. Henry de Cazotte s'est exprimé au nom du Directeur de l'AFD, Jean Michel Severino, empêché. Nous proposons un résumé de son intervention.

L'AFD ne peut que se réjouir du travail de visibilité et de promotion de l'Afrique contemporaine fait par la Cade. L'AFD y contribue à travers la revue « Afrique contemporaine » et son activité durable et croissante sur ce continent qui fait partie de son histoire depuis 1942. Aujourd'hui, l'Afrique trouve un nouveau souffle et progresse dans de nombreux domaines. Mais il subsiste des contraintes et des difficultés qu'il faut examiner avec lucidité. De nouveaux défis sont à relever : croissance des moyens pour l'Afrique qui conduit à une nouvelle organisation et à un approfondissement du dialogue sur les priorités avec les partenaires ; renouvellement des modalités de l'aide ; nouvelles priorités sectorielles. La tâche est grande et ne peut se justifier que si l'opinion publique en comprend les enjeux. C'est pourquoi l'AFD ne peut être que sensible au mandat et aux ambitions de la Cade.

Allocution de Pierre Messmer

Pour clore la séance d'ouverture et ouvrir cette journée anniversaire, Pierre Messmer a bien voulu délivrer un message à la Cade dont nous extrayons ici la substance.

Les Français ont une méconnaissance de l'Afrique subsaharienne ou une connaissance superficielle. Les événements qui se déroulent sur ce continent, tels qu'ils sont relatés dans la presse ne les encouragent pas vraiment à approfondir. Or il est nécessaire plus que jamais, de les sensibiliser aux problèmes de l'Afrique. La Cade, et Pierre Messmer l'en félicite, a permis aux français qui s'y intéressent de mieux comprendre l'Afrique d'aujourd'hui pour préparer l'Afrique de demain. C'est une des missions de la Cade. Les récents mouvements dans certaines banlieues dans lesquels de jeunes Africains noirs ont été mêlés sans doute pour la première fois, ont eu un effet désastreux sur l'opinion publique française. Les élections de 2007 pourraient donc ne pas répondre à leurs espérances. C'est pourquoi la Cade peut et doit jouer un rôle important dans l'avenir, pour sensibiliser les Français à l'Afrique des jeunes et aux jeunes venant d'Afrique. Pierre Messmer conclut en disant que c'est un grand travail mais une belle mission que la Cade est capable d'accomplir. « Bon avenir à la Cade pour l'Afrique et l'Afrique de la jeunesse ».

COMPTE RENDU DES TABLES RONDES

**Première Table ronde :
« Ethnies, tensions et réalités »**

En présentant cette première table ronde, **Philippe Leymarie**, journaliste à RFI, a souligné la difficulté de traiter de la notion d'ethnie, facilement rétro et qui touche à l'Afrique profonde. Le terme peut donner lieu à de multiples interprétations, à des dérapages et entraîner les plus grandes confusions. Il propose donc,
- de « déblayer » la notion même d'ethnie,
- puis de voir comment celle-ci a été et

demeure largement instrumentalisée, tout en dialoguant avec la salle entre l'examen puis à l'issue de ces deux questions.

L'impossible définition de la notion d'ethnie

Jean-Pierre Chrétien, historien, Directeur de recherche au CNRS, procède à une première analyse de la fausse simplicité de la notion d'ethnie qui a remplacé aujourd'hui un peu partout en Europe le mot tribu. Le mot ethnie est désormais utilisé comme une espèce de « fourre tout », pour désigner de vastes groupes comme les Peuls ou de minuscules entités de la forêt gabonaise ou encore les clans somaliens. Il est accolé à des activités marchandes ou culturelles et même des experts (!) russes sont venus se pencher sur le caractère ethnique des violences de nos banlieues. Comment donc concilier l'apparente fixité historique du terme et la réalité de son usage.

Pierre Boileau, également historien et professeur à Paris I, rappelle *le caractère dès l'origine éminemment ambigu et péjoratif du terme* (ethnos, les barbares ou les païens et en 40, dans la sociologie anglo-américaine, ceux qui n'étaient pas blancs).

En France, le mot ethnie a repris en réalité, notamment au moment de la décolonisation, celui de tribu qui était utilisé jusque là.

En définitive, le mot d'ethnie, un terme polysémique que l'on peut jeter aux orties comme disait Max Weber, peut se confondre, selon les besoins avec la tribu, la race, la culture etc. Il peut signifier tout ou n'importe quoi qui ait un sens péjoratif (n'a-t-on pas entendu parler d'ethnies arabes ou maghrébines !) et s'il est repris en Europe, c'est pour être associé à une entreprise criminelle comme se fut le cas dans l'ex Yougoslavie.

Pour Abel Kouvouama, anthropologue et professeur à l'Université de Pau, le terme, qui se situe dans une perspective évolutionniste renvoie à une perception classificatoire de l'autre, de l'Africain généralement, derrière laquelle se cache sauvagerie ou barbarie. Mais, derrière ce terme, se retrouvent aussi toujours des enjeux poli-

tiques, économiques, religieux, ou autres. Il implique également une conscience d'appartenance à un groupe.

Comment faire pour dépasser le mot ethnie, s'interroge Jean-Pierre Chrétien, face à une histoire de l'Afrique qui offre une si grande diversité de peuples et de sociétés ?

L'état colonial avait la volonté au XIXe siècle de classer et de « biologiser » ses observations. L'ethnologue s'est préoccupé lui-même de délimiter son territoire. Comme le disait Paul Mercier, le « film s'est transformé en photo ». Mais la réalité est toute autre. Les identités, se font, se mêlent et se défont tout au long de l'histoire. Chez les 120 tribus Bagnamuesi de Tanzanie, comme parmi bien des populations d'Afrique du sud étudiées par Fauvel, on voit les sobriquets devenir des ethno signes. Il est tout aussi intéressant d'étudier comment les Africains, dont nous connaissons souvent mal la langue, se désignent eux-mêmes. *Il y a une historicité des identités.*

Abel Kouvouama, rappelle qu'à côté des théories sur l'ethnie d'Amselle, Copans ou Meillassoux, on trouve *le regard englobant de l'idéologie marxiste* dans sa lutte contre le capitalisme. Il se demande jusqu'à quel point il n'en reste pas des traces dans les violences récentes des banlieues, dont les jeunes noirs, qui en étaient souvent les protagonistes, étaient quand même tous Français. Autrement dit, ces jeunes ont bien été classés selon leur apparence identitaire alors qu'ils étaient Français de souche.

L'ethnie dans tous ses états

Pierre Boileau souligne que la notion d'ethnie a quand même été surtout le corollaire de *l'Etat Nation*. Le cas de la Casamance où les Diola se sont transformés en ethnie, illustre bien la propension à la catégorisation de l'Etat colonial. L'identité sert souvent d'alibi à d'autres revendications comme ce fut le cas dans la rébellion des Touaregs. Elle peut être également un puissant facteur de mobilisation, comme nous le voyons en Cote d'Ivoire.

Jean-Pierre Chrétien estime qu'on peut également aborder la notion

d'ethnie à travers une double approche, celle d'un ensemble de solidarités naturelles face à un pouvoir que l'on rejette ou accuse et celle d'un « populisme racial » éventuellement manipulé par un pouvoir. Le Biafra n'a-t-il pas, en son temps, offert l'exemple d'un nationalisme racial. *La Nation ne serait-elle pas en définitive un ensemble d'ethnies qui ont réussi ?*

Abel Kouvouama montre également, en se référant à son livre écrit avec Elisabeth Dorier-Apprill sur la guerre civile de Brazzaville en 1997, combien l'ethnie est une ressource mobilisable en fonction des intérêts des politiques (ninjas) économiques (pétrole) ou pseudo religieux (Ntumi). La France présente l'avantage d'être un pays où une conscience nationale a fait largement disparaître le sentiment d'appartenance à une ethnie.

Arrivé avec retard de Dakar, Rafaël Ndiaye (ENDA) rappelle plaisamment que l'épouse du Président Wade se définit toujours comme une sénégalaise d'ethnie « toubab ». Il souligne qu'au Sénégal, qui compte une vingtaine d'ethnies, quatorze langues nationales viennent d'être reconnues, tandis que 80% de la population possède aussi le Ouolof comme langue de communication. Pour lui, *l'ethnie est loin d'être une donnée close*. Dès qu'on entre dans son histoire, on voit qu'elle est *en permanente recomposition*. De nombreux patronymes correspondant à celui de Ndiaye se retrouvent dans toute l'Afrique de l'ouest. De même, de grands Empires comme ceux du Mali ou de Soundiata se sont constitués sur une base ethnique. Ils ne sont connus qu'à travers la tradition orale que le Sénégal a reconstituée et fera revivre à l'occasion du troisième festival des arts nègres de Dakar de juin 2007.

Rappelant les travaux de Frédéric Barth, Pierre Boileau s'interroge sur ce qui différencie *l'ethnie de la Nation*. Pour Barth, comptaient avant tout les frontières et la manière de les passer. L'ethnie serait-elle alors une proto Nation ? Jean-Pierre Chrétien souligne pour sa part *qu'il n'y a jamais d'identité pure*. Ce sont les autres qui baptisent les ethnies estime Rafaël Ndiaye à qui Pierre Boileau rappelle toutefois que nous ne sommes plus dans une situation précoloniale.

Philippe Leymarie interroge les intervenants sur ce qu'il faut penser du courant de Thiesse, Moffa et autres qui reprennent l'idée de la *constitution d'Etats Nations sur une base ethnique*. Abel Kouvouama se montre *très réservé* sur cette doctrine. Le problème est davantage de savoir comment assurer la viabilité d'Etats Nations dans la diversité des appartenances.

Si l'on voit bien comment les influences ethniques et religieuses se mêlent et se recoupent dans un certain nombre de pays comme le Sénégal et si des pratiques comme les parentés sont de nature à unifier de plus en plus la notion même d'ethnie sur l'ensemble du continent, il n'en demeure pas moins que la notion reste d'un manie- ment confus et souvent dangereux. Mais, alors, par quoi la remplacer ?

Le débat

Répondant à une question de Guy Girod Genet (ARRI), Rafaël Ndiaye précise qu'au Sénégal, pour des raisons largement historiques, les Confréries marchent en parallèle avec les ethnies ou les recourent. Abel Kouvouama répondra dans le même sens à une question sur les Eglises évangéliques ou messianiques, voire même des sectes qui se sont développées dans quelques pays et notamment le Bénin ou le Congo.

Michel Malherbe, fondateur de la collection « Parlons » à l'Harmattan, pose la question de savoir comment, pour répondre aux objectifs de la CADE, il est possible de *rendre ces problèmes compliqués d'ethnies plus accessibles aux « ethnies françaises »*. On a l'impression d'avoir régressé dans la connaissance de ces problèmes estime une historienne. Pierre Boiley l'admet et le déplore, comme il déplore la loi de février 2005, mais il souligne que l'on aurait tort, pour autant, de vouloir simplifier ce qui est compliqué. Abel Kouvouama, qui enseigne à Pau l'anthropologie africaine, indique qu'il se livre sur place à un travail d'ethnologie comparative. Sans doute, faudrait-il, comme le suggère un autre chercheur africain, parvenir à une ethnologie de l'homme moderne qui vise à une meilleure connaissance de l'autre.

Un ancien coopérant en Afrique, s'étonne de ne pas avoir entendu le mot de communauté alors qu'il est omniprésent en France comme en Afrique où l'on se positionne selon des pratiques différentes. *On emploie le mot ethnique par défaut* en en laissant le monopole aux médias. De même oublie-t-on que des conditions économiques et sociales précaires ou mauvaises l'emportent bien souvent sur la notion d'ethnie.

Nul doute que *le mot communauté est lui aussi très connoté* estime Pierre Boiley qui préfère ne pas utiliser certains termes, même s'il convient avec Jean Pierre Chrétien, qu'il peut y avoir une richesse dans la diversité. Serge Jacquemond, Président d'AROM, se dit épouvanté par les ravages du mot ethnique et *suggère d'utiliser le mot de groupe*, moins connoté et qui a l'avantage de pouvoir se décliner avec de multiples activités, politiques, culturelles, sociales ou autres. En s'accordant sur cette proposition, tout le monde admet qu'au-delà des mots, c'est l'usage que l'on en fait qui est important.

Christian Valantin (OIF) indique que le mot ethnique a toujours été d'un usage courant en Afrique. Rappelant la formule de Senghor qui disait, « laissons l'usage se faire », il montre comment au Sénégal les ethnies n'ont pas empêché que se crée une conscience nationale enrichie aujourd'hui de l'apport de 14 groupes ethno linguistiques.

Raphaël Ndiaye conclut en soulignant combien il est indispensable d'insister sur la tolérance des multiples connexions inter tribales qui existent en Afrique. Il faut à tout prix « enjam- ber les ethnies », ne serait-ce que pour donner une réalité et du poids aux Institutions inter africaines dont on parle tant.

Raymond Césaire

Deuxième table ronde : « Afrique de nos peurs, Afriques de l'inventivité »

Cette deuxième table ronde, animée par **Cheick Yerim Seck**, journaliste à *Jeune Afrique, l'intelligent*, aborde les peurs de toute nature que suscite

l'Afrique (notamment en Europe) face à ses capacités de résistance, d'adaptation, de création. Yerim Seck lance le débat en posant que la première expli- cation des peurs est l'altérité. Mais elle s'est atténuée par le développement des échanges. D'autres formes de peurs surgissent fondées sur l'échec supposé de l'Afrique indépendante, les conflits, le sida, l'immigration, les pratiques socioculturelles régressives. Réduire l'Afrique à cela serait oublier l'existence d'une nouvelle génération d'Africains, diplômés, qui s'inscrivent dans un contexte international brutal. Il identi- fie trois types de peurs : celles qui sont inspirées par l'exercice du pouvoir, celles inspirées par la société elle- même, celles inspirées par les facteurs environnementaux et géopolitiques.

Déconstruire les peurs

Pour **Georges Courade**, Géographe, directeur de recherche à l'IRD, l'enjeu est de déconstruire ces peurs pour voir sur quelle part de vérité elles reposent. Il propose une articulation du débat suivant deux axes ou deux questions : pourquoi y a-t-il échec du développe- ment en Afrique (on devrait dire plu- tôt échec de l'ajustement) ? Sur quelles bases les espoirs sont-ils fondés en Afrique ? Ces espoirs se trouvent-ils dans la société elle-même et en parti- culier chez les femmes africaines ? Un autre aspect est de savoir comment valoriser les ressources de l'Afrique pour que ce continent ne nous déses- père pas. Il faut être lucide, beaucoup de choses ne vont pas, mais certaines peuvent être prises en compte par ceux qui prétendent aider l'Afrique.

Emmanuel Ndione, d'enda Tiers- Monde, pense que le défi le plus important est de construire une « scientificité » à partir de spécificités africaines. Mais ces spécificités ont des retombées sur nos propres repères. Ainsi, la démocratie qui ne fonctionne pas de façon acceptable devrait être rénovée par les Africains eux-mêmes et ce serait une contribution importante pour le monde. Pour E. Ndione, ne pas changer c'est être partie prenante de la domination. Il faut changer en regardant les réalités avec un regard africain et en recherchant dans le concept de nation un espace de com- promis.

Les peurs sont utilisées pour décrédibiliser et si on est décrédibilisé, on n'est plus entendu. La question est de savoir comment reconstruire à partir de l'illégalité, terme utilisé par E. Ndione dans le sens où on part de caractéristiques spécifiques qui n'entrent dans aucun modèle ? C'est par la recherche de compromis et d'instruments de régulation entre des diversités en conflit, entre des espaces et des gens différents que peuvent se construire les Etats africains. Même si cette démarche n'est pas confirmée par la pratique, il est permis d'espérer conclut E. Ndione.

Mais **Cheick Yerim Seck** s'insurge contre l'idée de spécificité africaine. Le bon sens est universel et définir une Afrique qui progresse c'est considérer qu'il y a des standards universels de civilisation et non des spécificités qui engendrent des comportements pervers.

Sur ce dernier point, **Boniface Mongo Mboussa**, professeur à la Columbia University de Paris, est d'accord. Pour lui la question de la mémoire est primordiale et la jonction entre l'histoire coloniale et l'histoire nationale est nécessaire pour atténuer les peurs. Pour lui, il faut se reporter à l'histoire, faire des bilans sans rechercher de coupables.

Relativiser l'échec du développement

En écoutant ces échanges, **Jean-Pierre Guengant**, démographe, directeur de recherche à l'IRD, se demande si le 21^e siècle n'est pas le siècle des peurs. L'échec du développement, on le trouve également au Nord et il relativise l'échec du développement au Sud. Qu'il s'agisse de l'espérance de vie, de la scolarisation dans un contexte de forte pression démographique, des communications, d'importants défis ont été relevés en Afrique. L'échec du développement n'est-il pas notre propre image qu'on se renvoie à nous-mêmes ? J. P. Guengant réfute l'expression.

Mais n'y a-t-il que des peurs irrationnelles ? Et le problème n'est-il pas de se reporter aux faits mal connus ou méconnus ? Du point de vue de la démographie, l'Afrique est dans une situation sans précédent historique. Avec une population multipliée par quatre entre 1950 et 2000, et un taux

de fécondité qui se maintient à 6 enfants par femme, l'Afrique fait face à un fardeau très lourd alors que les autres pays du Sud ont majoritairement effectué leur transition démographique. Il en résulte que 10% seulement de la population assure la subsistance de l'ensemble. Ce n'est pas, pour J. P. Guengant, une spécificité africaine, mais un simple retard sur le reste du monde. Et les projections des Nations Unies qui prévoient une multiplication par trois ou quatre de la population d'ici 2050 ne sont pas propres à atténuer les peurs.

Ni le sida, ni les migrations internationales ne sont à même d'atténuer cette tendance. Les images que l'on a ne doivent pas se substituer à la réflexion. Il y a de vrais problèmes qu'il faut aborder tant par les gouvernants que par les bailleurs de fonds et par la société civile avec courage en prenant en compte les caractères spécifiques temporels hérités du passé.

Relativisme culturel ou universalisme des comportements ?

Pour **George Courade**, deux thèses ont été développées : celle d'un certain relativisme culturel pour regarder l'Afrique ; celle de l'universalisme des comportements. La vérité ne se trouve probablement ni dans l'une ni dans l'autre de ces thèses. Pour lui, trois visions structurent l'image que l'Afrique donne à l'Occident :

- L'Afrique est criminelle : c'est un processus de généralisation de faits qui ne concernent que quelques Etats.
- L'Afrique est victime : il convient de se reporter au devoir de mémoire et au travail des historiens.
- L'Afrique est exploitée : c'est vrai pour le coton, mais l'Afrique garde une marge de manœuvre, notamment pour ravitailler les grandes villes.
- L'Afrique est suicidaire : c'est ce que disent les Africains eux-mêmes.

Cheik Yerim Seck réagit en disant que l'Afrique sera exploitée aussi longtemps qu'elle est exploitable. Il fait référence aux féodalités au pouvoir qui accaparent la richesse nationale. Il faut que l'Afrique accepte les rapports de

force qui régissent les relations internationales et de se pencher sur ses propres problèmes sans chercher de boucs émissaires. **Emmanuel Ndione** rappelle pour finir, que tout en étant pour l'universalisme, il y a une réalité culturelle qu'il faut prendre en compte si on veut construire une Afrique nouvelle.

Le débat qui a suivi ces interventions fait d'abord apparaître deux logiques : le jugement qui aboutit au rejet ; la compréhension qui prédispose à l'acceptation de l'autre. Un intervenant souhaite entendre davantage l'Afrique de l'inventivité. Celle-ci est réelle. On la trouve par exemple dans les transports, dans l'agriculture qui satisfait 80% des besoins des grandes villes. Il faut bâtir des stratégies de développement qui n'ignorent pas les initiatives locales et admettre la pluralité des normes.

Philippe Mathieu

Troisième table ronde : « Développement, mythes et concepts »

La table ronde est introduite par Jean Baptiste Placca, journaliste, ancien directeur de *Jeune Afrique Economie*. En présentant les séquences prévues (définitions, modèles et modes, enjeux internes et internationaux), il précise que les définitions sont d'autant plus indispensables que « n'ayant pas vu encore le développement, les Africains ne savent pas forcément ce que c'est ».

Définitions : d'abord un concept ambigu

Pour Philippe Hugon, professeur émérite d'économie et africaniste reconnu, invité à se risquer en premier, il s'agit là aussi d'un mot piége.

Le développement doit d'abord être défini par ce qu'il n'est pas : la croissance (qui est commensurable, en valeur ajoutée etc... dont une des plus élevée est représentée par le pétrole, dont on voit bien la déconnexion).

Il est un processus qui déroule ce qui est enroulé, qui enchaîne sur un long terme intermédiaire un élargissement de capacités propres, porté par des forces endogènes dans des contextes historiques-sociaux précis. Pour un

économiste, « il faut qu'il y ait un accroissement de productivité globale des facteurs - une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles, du travail et du capital qu'on utilise ». Il faut aussi se référer à une finalité : réduire les inégalités, diminuer la vulnérabilité.

Quant à savoir « si le développement a échoué », la question se pose peut-être aux agences spécialisées, mais moins aux véritables acteurs, à considérer les défis posés : satisfaction de besoins élémentaires multipliés, acquisition de capacités de gestion, urbanisation atteinte et relations entretenues ville-campagne.

Quelques précisions complémentaires

Les éléments avancés sont largement partagés par les intervenants qui suivent et qui mettent l'accent (Jean Bernard Véron, de l'AFD) sur la croissance néanmoins « nécessaire », avant de voir ce qui en est fait et ce que sont les transformations induites : une urbanisation très puissante, avec comme exemple Pikine, satellite informel de Dakar ayant atteint la même taille, une capacité réelle de pouvoir nourrir aujourd'hui une population multipliée par 4 en 40 ans.

Vincent Geronimi (Président du Gemdev, Groupement d'étude sur la mondialisation et le développement, organisme de recherche, présent souvent sur le terrain) insiste sur les transformations structurelles de long terme qu'implique le concept, à considérer les termes de « décollage..., big push,... trappe à pauvreté... » qui s'appliquent au terme de développement. Il souligne aussi les spécificités très fortes qui marquent des situations bien diverses et leur condition d'insertion dans le contexte international.

Une idéologie avant tout ?

Pour Moussa M'Baye, responsable et praticien de terrain à Enda-Tiers Monde, il y a là avant tout l'idéologie d'un modèle et un appareil « d'intervention de l'un sur l'autre », avec son approche « normative » mal venue. Un intervenant de la salle demandera d'ailleurs un peu plus tard s'il y a un ou des projets de développement émanant des pays eux-mêmes.

Préalables et partenariats possibles

En provenance de la salle des interventions soulignent certains aspects touchant à ses conditions mêmes : l'existence d'équipements de base, une formation à la gestion, qui coûtent peu au regard de guerres comme celle d'Irak (Girod Genet, Arri) ; les dangers que présentent les règles de mondialisation, pas des plus équitables, ou bien le modèle du « toujours plus » qui nous mènent droit dans le mur alors que les poches de sous-développement se trouvent partout, y compris chez nous (G. Winter, IRD).

L'ancien ministre (algérien) et responsable à la Commission économique pour l'Afrique (Nations-Unies, Addis Abbaba), Layashi Yaker, aborde la coopération entre l'Union Européenne et l'Union Africaine, ainsi que ses difficultés, voire désenchantements, alors que l'Europe côtoie le « continent le plus riche avec les populations les plus pauvres ». La Cade pourrait-elle d'ailleurs aider à monter en Afrique même (à Addis Abbaba par exemple) une réunion comme celle d'aujourd'hui avec essentiellement des Africains ?

Derrière les modes, un, ou des modèles ?

La deuxième partie de cette table ronde est ouverte par Vincent Geronimi, en reprenant un problème abordé précédemment : celui du développement durable. Le développement peut-il être confondu avec (« être soluble dans ») le développement durable ? Non, car ce dernier est généralement défini comme un développement « ne devant pas nuire aux générations futures », et comme incorporant dans une perspective à long terme une dimension économique, sociale et environnementale - préoccupation du Nord essentiellement ; de même, le développement ne peut se réduire à la lutte contre la pauvreté, d'où sont absentes toute dynamique et logique de mouvement autoentretenu - en témoigne encore la récente initiative des nouveaux instruments financiers, IFF, facilités financières internationales, de Gordon Brown, qui reste muette pour l'après 2015.

Philippe Hugon rappelle qu'au delà

des modes successifs de développement prônés par les institutions (ONU, BIRD, AFD, MAE...), il y a eu des modèles de développement bien distincts : à la suite de la crise de 1929, le concept de mise en valeur ; après la guerre, le capitalisme d'Etat, investisseur, du plan Marshall, avec une coordination des planifications ; à partir de 1980 le retournement vers le « tout marché », avec les ajustements structurels, les stabilisations préalables au développement etc... ; et enfin aujourd'hui la bonne gouvernance, avec la participation de la société civile ...et des dispositifs précis - PPT, DRSP et autres -, pas forcément négatifs d'ailleurs. Les modèles ne sont ainsi pas reproductibles ni transposables, les enjeux du développement (sociaux, économiques...), et donc le développement lui-même, étant au demeurant conflictuels.

Il est largement suivi en cela, notamment par Geronimi (Gemdev) et Moussa M'Baye (Enda), pour lesquels il ne peut y avoir en aucun cas de « transcription linéaire », ni de propositions multiples - « l'excès de remèdes tue ». Il faut rechercher plutôt des interactions réelles entre les instances et les acteurs directs.

Contexte et conditions

La salle, dans ses questions ou interventions, insiste plus sur le cadre même du développement. Pour Abel Kouvouama (Université de Pau), il faut d'abord voir quels sont les acteurs réels du développement et dans quelle mesure l'Etat, régulateur du marché, répond au jeu. Pour M. Bouthelier (CIAN, patronat), le développement ne réussit que s'il y a « osmose » entre un Etat fort et un secteur privé dynamique, à l'exemple de la Chine actuelle. Sinon, on a, dans le cas d'un Etat fort, seul, l'exemple de l'URSS, et dans le cas inverse, la mafia (ndlr : à moins que ce ne soit l'un, puis l'autre). Les Africains présents estiment, eux, que les définitions et les objectifs doivent relever d'abord des peuples eux-mêmes et de ce que veulent pour eux leurs élites. S'instaure alors à ce moment un dialogue soutenu entre africains, qui confère soudain au dôme de la grande salle de l'ENA la dimension fantasmagorique d'un énorme « arbre à palabre », rejoignant en cela

d'une façon prémonitoire et fugace le vœu de l'ancien responsable onusien d'Addis Abbeba !.

Défis et enjeux internes/internationaux

Pour Philippe Hugon, un des premiers enjeux concerne l'articulation entre aide extérieure et mobilisation interne : l'aide extérieure peut aider/appuyer le développement, mais en aucun cas s'y substituer. L'exemple du plan Marshall est à cet égard très instructif : pas de conditionnalités de moyens mais une obligation de résultats, laissés au jugement de commissions de « productivité ».

Le défi est alors évidemment le nécessaire progrès de l'agriculture, généralement obtenu historiquement, sauf dans le cas de pays dominants, avec le soutien de l'Etat ; il est rendu ici plus difficile du fait des conditions écologiques délicates à gérer (désertification etc...) et du type de partage de la valeur ajoutée sur les produits exportés : le paysan africain ne reçoit que le 1/20^e de la valeur du produit (coton etc...) rendu sur le marché utilisateur ou consommateur - tout comme d'ailleurs le fabricant actuel d'une chaussure Nike ! Il n'y a pas, par ailleurs, opposition, mais complémentarité, entre agriculture d'exportation et agriculture vivrière. C'est bien d'abord dans le couplage ville-campagne, comme le précise un autre intervenant, que réside le destin de l'agriculture, et du développement.

Pour M.Moussa M'Baye, les véritables défis se situent dans l'appropriation par les acteurs réels des principes de développement, y compris en ce qui concerne le long terme - ce que ne font pas les Gouvernements actuels ; dans l'élimination, aussi, des incohérences, voire des contradictions, dans le jeu des acteurs extérieurs, au demeurant trop multiples et dispersés ; et enfin dans la consolidation de la société civile et d'un Etat fort et légitime, fort parce que légitime, capable d'intégrer dans ses préoccupations tous les constituants de la communauté nationale.

En exemple, entre autres, de l'exercice des responsabilités par les africains

eux-mêmes sont cités le Cap Vert et le Botswana, où existe un consensus social, contrairement aux Etats au sein desquels « on ne sait pas comment sont montés ceux qui sont en haut du cocotier ». Le rôle important, et la responsabilité précise de pays extérieurs comme la France serait à cet égard de faire preuve vis à vis des gouvernants d'un certaine exigence ; c'est du moins ce qu'en attend la jeunesse.

En réponse à une dernière interpellation, portant sur les drames permanents de Ceuta et Mellila, alors que l'Afrique aurait la faculté de nourrir ses habitants, il est précisé qu'on touche là aux problèmes d'exclusion de certains, et donc aux problèmes économiques et sociaux de distribution des revenus, ce qui fait dire à l'animateur, en conclusion « donc, sans doute, de développement ! ».

Quatrième table ronde : « L'enjeu des représentations pour le développement et la démocratie »

Des questions géantes

Erik Orsenna note la difficulté de traiter un sujet aussi vaste. Aussi propose-t-il que le sujet soit traité par deux tours de table, le premier traitant de l'économie, le second de politique, chacun suivi de questions de la salle.

Ne pas être prisonnier du regard de l'Autre

Raphael Ndiaye de l'ONG Enda-tiers monde rappelle que cette ONG du Sud dont le siège est à Dakar, a pour règle de penser le Sud à partir du Sud. Cette prise de distance par rapport aux représentations imposées par le Nord l'a conduit à articuler la recherche à l'action, à prendre appui sur les associations de quartier dans les villes et sur les groupements de paysans dans les campagnes, les aidant dans leurs démarches et leurs combats, dans leur dialogue avec les pouvoirs publics. C'est à partir de ces remontées du terrain qu'Enda alimente la bataille des idées au niveau international pour l'édification d'un monde plus juste et

solidaire. Enda-Europe et la CADE participent à Paris à cette bataille pour une meilleure prise en compte des capacités et des besoins des Africains. Car la première condition du développement est de ne pas être prisonnier du regard de l'Autre.

Nation building et Black empowerment en RSA

Pour Georges Lory, l'Afrique du Sud est exemplaire à plus d'un titre, car dans ce pays qui paraît cumuler toutes les malédictions, les Noirs mais aussi les Blancs sont optimistes. Les programmes officiels de « nation-building » et de « black empowerment » qui sont les deux piliers de la reconstruction qui a suivi la fin de l'apartheid, avancent et marquent des points. Qui va en Afrique du Sud en revient avec une image très positive: le niveau de vie a augmenté, les grands programmes d'adduction d'eau, d'électrification et de construction de logements sociaux dans les townships se réalisent et ont renforcé la position de l'ANC.

La responsabilité de la diaspora africaine

Roland Portella qui parle comme membre de la diaspora africaine, estime que les représentations économiques et politiques sont liées et qu'il revient aux élites africaines de montrer une image positive de l'Afrique. Or il arrive trop souvent qu'ils n'ont pas eux-mêmes une bonne image de l'Afrique et s'en remettent aux recettes importées de l'extérieur.

L'afropessimisme contre le développement

Michel Levallois rappelle qu'il a créé la CADE avec Jacques Bugnicout pour réagir contre l'afropessimisme du début des années 90. Il est maintenant convaincu que ce travail est essentiel car les représentations dévalorisées de l'Afrique sont encore très prégnantes. Les discours récurrents sur l'échec du développement dont les variantes ont pris valeur de mythes, planification, industrialisation, ajustement structurel, ont occulté l'économie populaire,

les petites entreprises, les caisses d'épargne et d'assurance que sont les tontines, les agriculteurs qui nourrissent les villes.

Les petites entreprises et les femmes sont l'avenir du développement

Pour **Michel Rocard**, l'Afrique fait partie de ce que tous les médias tuent : ils ne font plus de l'information mais du spectacle, ils vendent du drame et du conflit car ils sont piégés par l'audimat. Il faut donc contourner le système en s'adressant à des milieux bien identifiés, ONG, chefs d'entreprise, et en utilisant des médias spécifiques tels que la presse professionnelle. Ce n'est pas en rejetant la responsabilité de sa misère mendicante que l'Afrique s'en sortira mais en prenant ses responsabilités. Le développement ne s'importe pas ; il commence avec de petites entreprises qu'il faut protéger contre la concurrence extérieure. Les femmes représentent à cet égard une formidable chance car elles ont le goût et le talent d'entreprendre. Les grands investissements des multinationales dans le pétrole ou les ressources du sous-sol n'ont aucun effet d'entraînement car elles ne font pas travailler de sous-traitants et elles ne créent pas de valeur ajoutée locale. Quant à la corruption, elle est un obstacle que seule la croissance fera disparaître, beaucoup plus sûrement que les condamnations puritaines qui ternissent encore un peu plus l'image de l'Afrique.

Le libre-échange ne doit pas être un tabou

Michel Rocard ne mâche pas ses mots : il estime absurde le dogme du libre-échange qui ne doit pas être un tabou : il faut pouvoir empêcher que des productions locales soient massacrées par les importations comme l'a été la production de poulets au Sénégal. Au niveau des symboles, il faut remplacer le libre-échange par l'autosuffisance alimentaire et par le développement autocentré.

Erik Orsenna donne alors la parole à la salle après avoir rappelé que les ministres de Louis XIV qui étaient tous corrompus, ne plaçaient pas leurs gains hors du royaume.

La mondialisation et le nouveau capitalisme

Layaschi Yaker estime que l'Union européenne n'aide pas suffisamment l'Afrique et il craint que les zones de libre-échanges prévues par le traité de Cotonou n'aient des effets destructeurs. Michel Rocard répond qu'il faut dissiper toute illusion sur un engagement plus fort de l'Europe en faveur de l'Afrique, en dépit de l'engagement personnel du commissaire Louis Michel. Tout le monde s'est trompé sur l'Europe, affirme-t-il. Ce qui est grave ce n'est pas la mondialisation mais le fait qu'elle ne soit pas régulée alors que le capitalisme a profondément changé depuis une vingtaine d'années. L'évolution foudroyante de ces dernières années a remplacé l'actionnaire individuel par les fonds de pension et les compagnies d'assurance qui n'ont plus comme objectif à court terme que la seule rémunération des capitaux, ce qui se traduit par le sacrifice du long terme, de la recherche notamment et par une très forte pression mondiale sur les salaires.

L'impuissance de l'Europe

Conséquence de cette révolution qui a provoqué la faiblesse de la croissance, une amputation gigantesque des recettes fiscales, des États de l'Union devenus pauvres et qui s'endettent. Il faut donc combattre ce système qui a rendu les États exsangues et incapables de prévoir des solutions à long terme et d'entreprendre des oeuvres de solidarité. Malheureusement, la victoire du non à la Constitution a cassé ce combat et comme il n'y a rien à espérer de la droite conservatrice qui a la majorité au Parlement européen et qui va s'obstiner dans son refus d'augmenter le budget, on peut prédire l'extinction d'une contribution européenne puissante à la restauration du dynamisme économique de l'Afrique.

Erik Orsenna reprend la parole pour annoncer la deuxième partie de la table ronde consacrée aux représentations en politique. Est-ce que la démocratie est une idée bonne pour l'Afrique, est-elle acceptée, nécessaire ? La Chine d'où il revient est dirigée par un État très fort et qui n'a rien de démocratique, avec un secteur privé

extrêmement dynamique ; cela donne du développement.

Le dialogue politique pour reconstruire la démocratie

Michel Levallois estime que les ONG si utiles et efficaces qu'elles soient ne peuvent pas remplacer l'État et les services publics essentiels. Le problème est donc celui de l'organisation du champ politique de telle façon qu'il ne soit pas accaparé par quelques uns mais ouvert à tous. C'est cela que l'on peut appeler la démocratie. Malheureusement, les modèles de démocratie importés, les constitutions et les élections de type européen n'ont pas répondu au besoin pourtant très fort qu'avaient les populations de s'exprimer et de prendre part à la gestion de leurs affaires. Il faut donc que les Africains revoient les images et les modèles de la démocratie qu'ils ont hérité de la colonisation pour privilégier une reconstruction du dialogue politique, à partir de la base, en passant par tous les échelons de la décision, village, commune, préfecture, région, afin de déboucher sur le plan national voire international. C'est l'expérience d'enda tiers monde qui a été mise en œuvre récemment pour le coton.

La légitimité de l'État

Roland Portella estime que le discours est trop tendre par rapport aux enjeux car si les indicateurs macroéconomiques s'améliorent quelque peu, cela ne change rien à la situation des gens qui sont en grande souffrance. Les jeunes en particulier qui n'ont aucun espoir et qui n'ont pas la parole sont désespérés. Les institutions actuelles qui sont copiées sur le modèle occidental, sénat, conseil économique et social, même les élections ne permettent pas une bonne représentation politique et ne sont pas des contre-pouvoirs efficaces. Ce qu'il faut d'abord avant même des institutions démocratiques, c'est un État légitime. Or en Afrique, les États sont le plus souvent dépourvus de légitimité populaire, même lorsqu'ils se prétendent forts. C'est le contraire de la Chine où la force de l'État repose sur une certaine légitimité qui repose elle-même sur de bonnes perspectives économiques.

Démocratie formelle et transhumance politique

Raphael Ndiaye revient sur la pratique d'enda tiers monde qui consiste à accompagner les groupes, à se mettre à leur écoute afin de comprendre la logique de leurs préoccupations et de ce qui fait sens et donne sens à leur vie. On peut parler d'une démocratie de consensus à la base. La difficulté est d'avoir une emprise suffisante sur les décisions à tous les niveaux et de se déployer à toutes les échelles pendant suffisamment de temps. L'analyse de la vie politique des pays africains montre que ceux qui détiennent le pouvoir s'affranchissent des règles de la démocratie tout en conservant un semblant de formalisme constitutionnel. De même, ce qu'on appelle la transhumance politique - on passe, dit-on, des prairies vertes aux prairies bleues - dès que le pouvoir change de mains, montre que la politique et l'appareil politique semblent n'avoir d'autre finalité que d'obtenir des prébendes.

L'exemple de l'Afrique du Sud

Erik Orsenna donne la parole à Georges Lory qui estime que la démocratie progresse en Afrique. Il cite les pays dans lesquels les élections libres et reconnues comme telles ont permis soit des changements de régime soit des alternances : l'Afrique du Sud, la Namibie, le Botswana, le Kenya, le Malawi, la Zambie, le Sénégal. Il estime qu'il est important de ne pas faire d'afropessimisme dans ce domaine. C'est aussi la leçon qu'il tire de la façon dont l'Afrique du sud est sortie de la crise majeure que fut l'apartheid, véritable crime contre l'humanité. Avec la commission Vérité et réconciliation, ce pays est allé plus loin que n'importe quel autre pays du monde, qu'il s'agisse du Maroc, du Chili, de la Sierra Leone.

La longue pratique du politique de l'Afrique

Erik Orsenna demande au **professeur Balandier** qui avait rejoint le public du colloque de venir témoigner que la culture n'était pas absente des débats. « Je tenais à être présent pour dire à mes amis de la CADE et à Erik

Orsenna que je ne suis pas devenu un déserteur de l'Afrique ». Le professeur rappelle qu'il n'a cessé depuis 1946 de traverser cet univers d'images, d'expériences, d'échecs, de réussites aussi, d'adhésions et de rejets. Aujourd'hui, alors que le politique est devenu évanescent, sans références claires et sans objectifs précis, l'Afrique à des leçons à donner. Dans sa longue histoire ce continent a acquis une habitude du politique dans toutes ses formes qui a été gelée pendant la parenthèse coloniale. Il a tout expérimenté, de la bande jusqu'à l'empire en passant par les royaumes, les principautés marchandes, les principautés théocratiques. « Je ne suis pas sûr que l'Europe a une telle expérience du politique ».

Cette histoire politique riche, avec des turbulences et des tragédies est présente dans les oeuvres, les têtes et les aspirations. L'Afrique doit construire son indépendance sur son histoire et sur la réappropriation de sa culture, ce qui lui assurerait une assise politique moins vulnérable, mieux acceptée. La démocratie doit pousser sur un terrain préparé car elle ne s'exporte pas. Que l'Afrique ait encore la force de demander à ses gouvernants un fonctionnement cela prouve une singulière vitalité.

Capacité des citoyens et légitimité des pouvoirs

Erik Orsenna donne la parole à la salle pour de très brèves questions. Abel Kouvouama apporte son témoignage de participant à la conférence nationale du Congo. Philippe Mayol du CCFD note que l'on a peu parlé du citoyen africain et il cite le cas du Tchad qui est en conflit et au bord du chaos, où il existe pourtant une alternative solide à base populaire au pouvoir actuel, mais qui est ignorée par les politiques locaux et par les coopérations étrangères parce qu'elle n'émane pas des politiques. Jean Baptiste Placca explique que la force d'un pouvoir ne peut consister dans les seuls moyens de repression et qu'ils ont besoin de légitimité. Mais nombre de dirigeants préfèrent rechercher leur légitimité à l'extérieur de leur pays et non auprès de leur peuple. C'est ce qui les distingue des dirigeants chinois.

Aider à la mise en oeuvre des conditionnalités pour une démocratie pluraliste

Erik Orsenna demande à Michel Rocard de conclure. L'ancien Premier ministre estime que l'Occident n'a pas présenté en Afrique une bonne image de la démocratie. Alors que l'Afrique avait connu des structures politiques longues, appuyées sur un large consensus et sur la transmission orale des règles et des rites, la colonisation a tout démolit et reconstruit en introduisant un système de démocratie conflictuelle, basé sur des campagnes électorales qui font monter les conflits et qui débouchent sur leur cristallisation avec l'attribution du pouvoir à la majorité. Aussi estime-t-il que l'Occident n'a pas le droit d'interférer dans les processus de dévolution du pouvoir. Il doit en revanche exiger le respect de la Charte des droits de l'homme que tous les pays africains ont signée et qui sont autant de garanties pour la démocratie pluraliste: le respect de la vie et l'interdiction de l'arbitraire policier, l'indépendance de la justice, le droit d'expression et la liberté de la presse. En conclusion de ses « réflexions inquiètes et amicales », l'ancien Premier ministre propose que l'Occident aide les Africains à mettre en oeuvre les conditionnalités politiques au lieu de subordonner son aide à leur réalisation.

Un grand merci pour cette reconnaissance de la CADE

Michel Levallois remercie la nombreuse assistance qui a donné à la CADE sa légitimité. La CADE est en effet apparue pour ce qu'elle est, un espace de débat et de liberté. Il s'est félicité que des étudiants aient pu suivre les débats et il a remercié les intervenants, tout particulièrement, Michel Rocard et Erik Orsenna, les scientifiques du comité de pilotage ainsi que le bureau de la Cade et Sara Desessard qui ont pris en charge avec une remarquable efficacité l'organisation de cette journée. En conclusion, il reste à l'équipe de la CADE à tirer le meilleur parti de cette journée pour l'Afrique qui fut passionnante et chaleureuse.

Michel Levallois

L'AFRIQUE N'A PAS GAGNE A HONG KONG

Avant la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) qui s'est tenue à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005, la Commission de Bruxelles a rencontré les représentants des ACP. Elle a fait connaître que sa « nouvelle stratégie pour l'Afrique » (voir La Lettre n° 85) avait été approuvée par les ministres, reste l'avis du Parlement. Elle a également présenté les propositions qu'elle ferait à la conférence : baisse des droits de douane de 46%, extension à tous les partenaires du Nord de son programme « tout sauf les armes ».

La conférence de l'OMC était programmée en même temps que le Sommet de l'Union européenne, qui normalement aurait dû entériner un accord sur le budget européen. Or celui-ci ne fut adopté, à l'arraché, que le 17 décembre, veille de la fin de la réunion en Asie où les subventions européennes à l'agriculture étaient le point de mire. Ces subventions sont liées à la politique agricole commune (PAC), pomme de discorde entre la France et l'Angleterre et part importante du budget. Elle a été reconduite

jusqu'en 2013, avec un réexamen possible en 2008. A Hong Kong le commissaire européen pouvait dès lors se battre pour faire accepter cette date comme fin des subventions, alors que les Etats-Unis proposaient 2010.

Durant ces huit années des aménagements et des suppressions seront pratiqués. Il faudra aussi plus de transparence sur les « soutiens internes », qui jouent le même rôle que les subventions et qui sont pratiqués par les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, et la Nouvelle Zélande.

MAIGRE BILAN

L'Afrique n'a certainement pas obtenu ce qu'elle attendait. Les subventions américaines au coton pourraient durer jusqu'en 2013. Des aménagements sont possibles. On verra d'ailleurs si le Farm Bill, dans lequel figurent toutes les subventions à l'agriculture, est reconduite en 2006 pour cinq ans.

Par contre tous les pays les moins avancés (PMA) seront exonérés de droits de douane sur 97% de leurs exportations à partir de 2008. La proposition européenne « tout sauf les armes » n'a pas été retenue car les Etats-Unis craignaient les textiles du Bangladesh et les Japonais le riz cambodgien. Rien n'a été décidé pour les droits de douane appliqués aux autres pays.

D'autre part les aides au développement ont été réaffirmées. Elles doivent permettre aux économies du Sud de mettre sur le marché international des produits aux normes américaines où européennes (hygiène alimentaire de la production au transport, marketing, présentation). Les ACP notamment, espèrent que ces aides seront plus rapidement attribuées et qu'elles seront donc plus efficaces. C'est sans doute un maigre résultat.

Il reste une année avant la fin du « cycle de Doha » prévu pour décembre 2006. D'ici là, les pays du Nord veulent obtenir la libération concernant les services et certains biens industriels. Encore faut-il que les pays du Sud, majoritaires à l'OMC, soient d'accord. Or parmi eux les

« grands » (Brésil, Inde, Chine) ne sont pas très satisfaits des résultats de Hong Kong. Les affrontements vont se prolonger tout au long de 2006 et de nouvelles concessions sur les subventions ne sont pas impossibles.

PAYSANS FRANÇAIS

ET AFRICAINS

UNIS CONTRE UNE

LIBERALISATION TOTALE

Les 30 novembre et 1er décembre les organisations paysannes africaines et françaises se sont rencontrées à Paris en présence de ministres africains.

Si les subventions proprement dites ne représentent que 2,8 milliards sur les 43 qui seront distribués en sept ans dans le cadre de la Politique agricole commune, cette dernière est à la fois une gêne pour le Sud car elle rend indirectement les agriculteurs européens plus compétitifs, et une raison de convergence avec les Africains contre la libéralisation.

Ils sont donc tombés d'accord pour lancer un appel aux dirigeants du Nord et du Sud « pour qu'ils mettent en chantier des actions qui maintiennent l'agriculture et les agriculteurs dans le tissu économique et social de leur pays et créent les conditions d'équilibre au niveau mondial par un développement équitable ».

Au cours de cette rencontre une nouvelle organisation française s'est manifestée : la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM). Dotée d'un capital de 8 milliards d'euros, elle réunit de grandes entreprises de l'agro-industrie, du transport aérien, de la banque, de la distribution. L'Etat apporte 2 millions, la cotisation d'entrée étant de 1 million d'euros.

Elle a pour objectif de rassembler les professionnels de la filière afin d'élaborer une nouvelle approche de la promotion de l'agriculture et des filières agroalimentaires du Sud, notamment africaines.

Robert GINESY

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Michel Levallois

Vice-Présidents : Raymond Césaire,

Jean Clauzel, Xavier de Franssu, Henri Senghor.

Secrétaire Général : Philippe Mathieu

Trésorier : Bernard Monnier

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Michel Levallois

Comité de rédaction : Robert Ginesy,

Michel Levallois, Philippe Mathieu, Bernard

Monnier, Denyse de Saivre, Henri Senghor.

Maquette : Atelier Visconti

La CADE : 5 rue des Immeubles-Industriels,
75011 Paris, France.

Tél. : 01 44 93 87 45 / Fax : 01 44 93 87 50

E-Mail : endacade@wanadoo.fr

Web : www.afrique-demain.org

Michel Rocard est convaincu que les économies africaines ne pourront se développer sans une certaine autosuffisance alimentaire et sans un tissu de petites et moyennes entreprises, ce qui condamne le système de libre-échange absolu qui est devenu la panacée à la mode. Pour ce qui est de la démocratie, il pense que l'aide extérieure devrait être mise au service des conditionnalités au lieu de leur être subordonnées.

« Je tenais à être présent pour dire à mes amis de la CADE que je ne suis pas devenu un déserteur de l'Afrique ». Ce furent les premiers mots du professeur Georges Balandier qui délivra ce message fort que les Africains ont une très longue expérience du politique sous toutes ses formes et que c'est à partir des richesses de

leur culture et de leur histoire qu'ils doivent construire leur démocratie, car celle-ci ne peut pas être un article d'exportation. Il se dit convaincu que l'acharnement à vivre des peuples de ce continent les conduira à trouver les assises d'une vie politique qui ne leur fera plus dire « La décolonisation pour qui ? mais la démocratie pour nous tous. »

Ce fut donc une journée très riche qui a fait chaud au cœur de tous les amis de l'Afrique.

Au nom de la CADE, je vous présente nos meilleurs vœux et forme le souhait qu'en 2006, vous continuiez à nous accompagner encore plus nombreux et plus actifs.

Bonne et heureuse année

Michel Levallois

Abonnement à *La Lettre de la CADE* :

Nom Prénom

Adresse

.....

Code postal Ville

Abonnement seul : 30 euros, - étudiants : 8 euros, - entreprises, collectivités locales : 150 euros. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 euros. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

PROCHAINE RENCONTRE DEBAT

Judi 19 janvier 2006, 18h 00 :

« Royaumes et empires africains, un héritage toujours vivant » :

cette rencontre débat est la première d'un cycle sur « **La marche de l'Afrique vers la démocratie** » dont l'ambition est de suivre l'évolution de l'organisation sociale et l'émergence du concept de la démocratie, depuis l'Afrique précoloniale, à travers l'Etat colonial, les dictatures post-coloniales, la naissance des sociétés civiles.

Ce cycle est organisé dans le cadre d'un projet collectif entre le service de la scolarité de l'Institut de Sciences Politiques de Paris et la Cade. Cette rencontre débat sera animée par **Elikia M'Bokolo**, historien, directeur de recherches à l'EHESS, **Catherine Coquery-Vidrovitch**, historienne, professeur émérite à l'Université Paris VII-Diderot et **Claude-Hélène Perrot**, professeur émérite de l'université Paris I.

ATTENTION : CHANGEMENT DE LIEU : Judi 19 janvier 2006, 18h 00

Amphithéâtre de la Société de Géographie, 184 boulevard Saint-Germain 75006 PARIS
métro : Saint-Germain-des-Près